

Une marge de manœuvre réduite en 2010

2009 aura été difficile. L'année en cours s'annonce encore plus complexe tant les facteurs d'incertitudes subsistent. Face à une situation sans précédent et en dépit des faibles niveaux d'activité, des tensions sur les prix fortes et des leviers d'action rares, les loueurs veulent croire en des jours meilleurs



20

LOXAM

Si 2009 restera dans la mémoire des professionnels de la location pour le BTP et la manutention comme une année « détestable », elle aura cependant permis de vérifier la solidité du secteur et le professionnalisme de ses acteurs. Dans leur grande majorité, ils ont pris les bonnes décisions au bon moment. Lesquelles ? Des destockages de machines, des fermetures d'agences, des ajustements d'effectifs et surtout des réajustements de dettes pour améliorer le cash-flow. Ainsi, environ 10 % du parc ont été cédés (soit 600 millions d'euros en valeur), les effectifs ont baissé dans les

mêmes proportions que l'activité en volume mais aussi des heures travaillées et surtout des investissements à minima (à hauteur de 250 millions d'euros contre 800 millions en 2008). « Ces politiques « remarquablement » réactives et homogènes ont porté leurs fruits », relèvent Hervé Cohade, président du groupe Location de la fédération nationale des Distributeurs, Loueurs et Réparateurs de matériels pour le BTP et la manutention (DLR) qui complète : « Nos entreprises savent s'adapter ». Résultats ? Des structures « assainies » car désendettées et ayant bénéficié à hauteur de 350 millions d'euros de trésorerie de la



Hervé Cohade, président du groupe location (DLR) : « La faible confiance en l'avenir exprimée par les entreprises de BTP est favorable à la location ».

Mettre un terme à la dégradation des prix et des conditions de location, par Michel Gable, président du DLR

« La profession s'est éloignée de ses fondamentaux. Non seulement elle ne parvient pas à faire payer le service à son juste prix mais elle tend à pratiquer le métier à la manière d'un low cost. La location horaire pointe. C'est un jeu dangereux. La dégradation des prix et des conditions de location doit être stoppée. Les loueurs doivent se montrer raisonnables et renouer d'autant plus vite avec des pratiques raisonnables que l'année 2010 sera encore difficile. »



loi de modernisation de l'économie en gagnant de 18 à 20 jours sur le compte client.

Moins satisfaisant en revanche, le retour sur investissement des parcs a atteint son point bas (44 %), conséquence mécanique de l'écart entre la baisse des parcs (6 %) et celle du chiffre d'affaires (-13 %) et les profits « qui fondent ». Idem pour les perspectives d'activité à court terme, l'année démarrant sur les mêmes tendances que la fin de la précédente, « sans signe de reprise ». Si les carnets de commandes des entreprises restent stables, la visibilité fait toujours défaut. Comme le démontre Hervé Cohade, les parcs étant surcapacitaires et les prix pratiqués tirés vers le bas (de l'ordre de -6 % donc non compensés par les volumes qui augmenteraient de

l'ordre de 2 %), la baisse mécanique des prix entraînera un léger repli d'activité. « Nous nous dirigeons vers une année à -5 % », prévient Hervé Cohade.

Un métier d'avenir

Comme en 2009, les loueurs devront cette année encore gérer la rentabilité de leur structure : horaires réduits, vieillissement des parcs et fermeture de sites sont déjà en vigueur. Mais 2010 pourrait voir s'amplifier la baisse des services apportés aux clients qui se manifeste par moins de disponibilité (avec des plages horaires d'ouverture resserrées), moins de proximité et moins de matériels neufs. Un phénomène logique quand les prix baissent mais qui doit être géré avec beaucoup de finesse tant il en va de l'attractivité même de la location.

« On a renoué avec la croissance », par Nicolas Bouzou, économiste (Cabinet Asterès)

« L'économie mondiale est sortie de la récession et a même renoué avec la croissance, certes faible. La tendance est à nouveau à la hausse. La croissance économique sort abîmée de la double crise bancaire et économique, à un niveau inférieur de l'ordre de -40 %. Il en résulte des problèmes de surcapacité de production qui provoquent la baisse des prix, qui entraînent le recul des investissements et se traduisent



par la destruction d'emplois. Les prix des matières premières étant tendanciellement orientés à la hausse, une révolution écologique va se substituer à la croissance industrielle qui s'est faite sur l'énergie fossile, émettrice de CO₂. La location est au cœur de cette évolution qui va se caractériser par l'externalisation des activités de l'Etat vers le secteur privé et le recours croissant à ce type de prestations.



Si les perspectives à court terme restent moroses, la location a des arguments à faire valoir, au premier rang desquels figure la performance économique du métier : en période de crise, louer c'est gagner. Ce pour trois raisons :

- les clients ne réduisent pas le recours à la location mais profitent du déséquilibre entre l'offre et la demande pour obtenir des prix plus bas.
- Le besoin de souplesse dans la gestion de la fonction Matérielle est assuré par le recours à la location.
- Face aux difficultés de financer les acquisitions, la location reste une alternative appropriée.

Location : projet 2010

Après avoir eu à gérer les conséquences de la Loi de Modernisation de l'Économie qui a généré un gain de trésorerie de 15 à 20 jours (soit environ 200 millions d'euros injectés dans la profession) et suivi la réforme de la taxe professionnelle (avec un point d'achoppement sur les amortissements), le groupe Location travaille sur un projet d'organisation des états généraux de la location cette année. La promotion du concept d'économie d'usage sera également à l'ordre du jour, en valorisant le slogan « Louer c'est gagner » et en réaffirmant que plus que jamais, la location est un métier d'avenir.

De fait, les loueurs qui auront su maîtriser les deux exercices charnières (2009 et 2010) en adaptant leur structure devraient s'ouvrir des perspectives de marché plus porteuses. Au-delà des gains de part de marché « naturels », les besoins toujours croissant en flexibilité de gestion et le développement de l'économie d'usage constituent deux vecteurs de croissance pour le métier. Louer c'est mutualiser, c'est donc un geste en adéquation avec les enjeux du développement durable. C'est une idée verte qui permet d'optimiser l'utilisation des biens d'équipement. « Cela permet de consommer moins pour les mêmes services rendus », conclut Hervé Cohade.

JEAN-NOËL ONFIELD
PHOTOS CDF

▼ REPÈRES CHIFFRÉS

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires location (1)	2,65	2,80	2,95	3,25	3,60	3,65	3,17
Investissements (2)	480	520	600	650	850	800	250
Taux d'investissement (3)	17%	19%	20%	20%	24%	22%	8%
Valeur d'origine du parc (2)	-	4,15	4,45	4,90	5,40	5,85	5,50
Retour sur investissement (3)	-	47%	46%	48%	50%	47%	44%
Age moyen du parc en mois (3)	46	50	50	52	52	49	54
Production du BTP (%)	-1,0	-0,8	+2,4	+4,4	+1,4	+0,8	-7
Nombre d'entreprises (3)	800	830	840	850	885	940	945
Nombre d'établissements (3)	1 930	2 020	2 110	2 200	2 395	2 600	2 645
Nombre moyen d'établissements par entreprise (3)	2,41	2,43	2,51	2,59	2,71	2,77	2,80
Chiffre d'affaires moyen par entreprise (2)	3,3	3,4	3,5	3,8	4,1	3,9	3,4
Nombre d'actifs employés (3)	16 200	16 600	17 400	18 500	20 000	20 800	19 500

(1) en milliards d'euros - (2) en millions d'euros - (3) enquête DLR